

**Après le 9 juin, après l'annonce d'élections législatives en France,
quelle situation générale, quelles perspectives ?
Fraternité, égalité, liberté : les principes continuent de valoir, continuent
d'être en jeu...**

Les tensions qui existent en France depuis des années ont connu une traduction dans le résultat des votes pour les élections françaises sur/pour l'UE, et, dans la foulée, par l'expression de la volonté du locataire de l'Elysée de dissoudre l'Assemblée Nationale, conformément à son droit constitutionnel. La permanence d'un niveau élevé d'un vote par et pour l'extrême droite réjouit évidemment ses contributeurs, mais traduit un surplace, un statu quo, social, politique, psychopolitique, « intellectuel », puisque, face à tout problème fondamental, cette même extrême droite répond principalement : « étrangers », « Islam », « musulmans ». Ces adeptes, chantres de, ne connaissent aucun problème, puisqu'ils ont LA solution à tous les problèmes : expulser tous les problèmes, autrement dit, les personnes accusées d'être coupables de. Et c'est de cet espace politique que nous avons également une autre propagande permanente sur le « QI » : mais quid d'une intelligence si, face à tous les problèmes fondamentaux, les personnes interrogées répondent par une non-cause, non-solution ? Puisque, si nous suivons leur volonté par hypothèse, une fois qu'ils auraient fait expulser des millions de personnes, que se passerait-il ? Les problèmes de choix politiques, de choix de financement, seraient réglés ? Mais comment la baisse de la population totale pourraient aider à régler les problèmes, puisque le budget national qui dépend des productions et des consommations des uns et des autres en serait logiquement affecté, diminué. Cette nullité intellectuelle, elle est pourtant portée aux nues par tant et tant. Puisque le propos et l'hypothèse de solution sont stupides et dangereux, il faut comprendre pourquoi, malgré tout, elle connaît un succès politique, et ce en étant porté par des héritiers, volontaires ou non, de l'extrême droite française du passé, versaillaise, pétainiste, colonialiste. Nombre des croyants/crédules dans ce propos et ces hypothèses le disent, le répètent : c'est eux ou nous. OU. Pourquoi ? Le RN FN le répète aussi : il faut faire des choses en faveur de la majorité MAIS nous ne pourrons le faire que si nous cessons de devoir donner à tel ou tel. Autrement dit : il y aurait concurrence de profits/dépenses, et il faudrait choisir. L'Etat français actuel privilégierait des non-Français, des pauvres, à qui il donnerait beaucoup. L'affirmation ne repose sur aucune démonstration, et, pour cause, puisqu'elle est impossible à démontrer, puisqu'elle ne correspond à aucune réalité : si l'Etat français faisant tant pour CERTAINS pauvres, ils vivraient bien, mais aucune rédaction d'aucun média n'a documenté une telle affirmation, « hallucination ».

Pour les pauvres en France, qu'ils soient seulement de nationalité française ou d'une autre nationalité, l'Etat français fait peu, et depuis longtemps, MAIS la droite et l'extrême droite ont mené une guérilla constante contre ce peu versé à celles et ceux qui ont peu, en le qualifiant d'assistanat, et en présentant ce peu comme s'il était considérable. Avec une telle propagande, relayée par des médias, DEPUIS DES DECENNIES, de plus en plus de citoyens en France en sont venus à détester des pauvres, au motif qu'ils seraient des bénéficiaires d'une générosité officielle, publique, étatique, exagérée ou indue. EN OUTRE, la même droite et l'extrême-droite ont donc ajouté que, puisque les finances publiques étaient limitées et de plus en plus limitées, ce peu versé à tel et tel ne l'était pas à d'autres. L'extrême-droite en est donc venue à se servir de toutes ces affirmations, jamais démontrées parce que fausses et mensongères, en disant : il y a concurrence, et, actuellement, vous êtes des perdants, et vous deviendrez des gagnants si les gagnants actuels disparaissent. Et aux élections européennes, tant et tant ont donc voté pour une « concurrence », mais une « concurrence non faussée », EN ACCORD AVEC LE DISCOURS UE STRUCTUREL. Nous avons donc des citoyens qui répètent comme des perroquets ce discours ET EN MEME TEMPS, prétendent dénoncer l'UE qui « ne nous protège pas » : ils ne sont pas contre, radicalement, l'UE, mais contre une UE qui n'est pas assez elle-même, et ils sont là pour l'inciter à. Or, entre le candidat Glucksmann (cf. ses discours de campagne contre la Chine, et, bien entendu, la Russie, mais jamais contre les Etats-Unis) et la campagne de l'extrême-droite, il y a des principes, des perspectives identiques, une cohérence - le sujet russe étant l'apparente exception qui provient de la règle, désormais datée, puisque le représentant de l'extrême-droite qualifie lui aussi désormais la Russie de « menace existentielle ».

Or, pendant que des pauvres, étrangers, ne constituent ni un danger ni un problème pour la France et les Français, des étrangers, capitalistes, ont toutes les portes ouvertes, et créent des problèmes graves. Et l'extrême-droite les défend ! Le « patriotisme » de l'extrême-droite a, comme son racisme à l'égard de son racisme social, le paravent derrière lequel elle cache son internationalisme, capitaliste, fasciste, puisque, pour ses membres, il y a tant de « mauvais Français », et il y a tant de « bons Américains », « bons Allemands », etc, dès lors que ceux-ci sont, COMME EUX, tous, fascistes. Et c'est pourquoi l'injonction à « l'internationalisme » reste une abstraction si l'internationalisme invoqué et évoqué n'est pas précisé : LEQUEL ? Parce que les capitalistes sont aussi nationalistes et internationalistes, les fascistes sont aussi nationalistes et internationalistes.

C'est sur de telles bases que des MOUTONS ont voté, PAR et POUR des LOUPS. Des LOUPS qui savent qu'une partie de leurs positions dépend de leurs hurlements : et c'est pourquoi ils tiennent tant au monopole de la parole publique, sous le couvert de la « liberté d'expression », par lequel ils peuvent ainsi déjà bombarder les citoyens des mêmes mantras, de la même propagande, quand ils voudraient imposer le silence à la majorité civique. De plus en plus de médias REPETENT la même chose, puisqu'ils sont entre les mains des mêmes propriétaires, des mêmes clones de la même classe sociale : avant Cnews, il y avait BFM, et avant BFM, il y avait déjà TF1 et France 2, et maintenant, tous se ressemblent de plus en plus - en y ajoutant la presse papier, magazine. Les premières listes politiques des élections européennes (RN FN, Renaissance, PS/Place publique) sont en accord sur l'essentiel : la première liste, divergente, LFI, a fait moins de 10% des 50% d'électeurs inscrits ayant voté. La situation est dramatique. Et c'est dans une telle situation que le locataire de l'Elysée a décidé de convoquer, en urgence, en peu de temps, des élections législatives, avec moins de 3 semaines. LA ENCORE, la SOUMISSION sociale a frappé : plutôt que de protester massivement contre un délai aussi court, et qui, de surcroît, s'accompagne d'une impossibilité, pour les non-inscrits à l'occasion des élections du 9 juin, de pouvoir le faire pour ces élections (sans que, à ce jour, cette situation provoque une colère sociale, politique), les uns et les autres se sont jetés dans la préparation de ces élections : certes, une nécessité, puisque conséquence de la volonté, décision, présidentielles, mais aussi un problème grave, dans la mesure où le temps, condition fondamentale et déterminante, a été réduit à si peu, et ce pour un « blitzkrieg », antidémocratique, si caractéristique de la France actuelle. Mais pourquoi une telle précipitation, pas anticipée par tant ? Dans de telles conditions, connues le 9 juin, le fait que Renaissance puisse obtenir une nouvelle majorité à l'Assemblée Nationale paraît très improbable à tous - une mission impossible. Le rejet, conjugué, de la personne du locataire de l'Elysée comme de la politique Renaissance, paraît massive, majoritaire. PARAIT. Parce que les votants de droite (LR) ET de l'extrême droite, RN FN comme Reconquête, sont globalement en accord avec cette politique : qui, par exemple, consiste à ne pas augmenter les salaires, mais à supprimer des cotisations, en faisant croire que cela revient au même; consiste à mettre en cause les étrangers pauvres et les bi-nationaux (en danger), comme avec la loi immigration de la fin de l'année 2023, qui les a explicitement et clairement réunie. Et une partie du nouveau « Front Populaire » (le PS..) a une partie de lui, substantielle, en accord aussi avec cela.

La coupure/fracture se joue à partir de la LFI, et au-delà. Si, dans les rues, ce camp populaire, social, est dominant, majoritaire, comme nous l'avons vu hier avec les manifestations publiques partout en France, il n'est pas puissant politiquement : il y a tant de choses dont les uns et les autres ne parlent pas, NE SE PARLENT PAS, il y a tant de groupes divers, et parfois en opposition claire les uns aux autres. Alors que le camp ploutocratique est toujours plus puissant, la majorité civique reste faible : par son absence ou sa très grande faiblesse, d'organisation et d'activités militantes, par son absence ou sa très grande faiblesse dans les analyses et les propositions politiques (à ne pas confondre avec la répétition de slogans anciens, même s'ils peuvent encore être pertinents), par son absence ou sa très grande faiblesse concernant ses INTENTIONS REELLES ET SES VOLONTES.

La ploutocratie a son armée. Les résistants ont leur conscience, leurs amis, leurs groupes. Mais quoiqu'il en soit de ces faiblesses, le fait est que cette résistance est raisonnable, parce que raisonnée, là où d'autres veulent pouvoir confondre la volonté « générale » avec leurs caprices. Qui peut vouloir décider que tel ou tel, parce que, « étrangers », en partie « étrangers », doit quitter le sol de la France et tous les réseaux qui la composent ? Le présupposé de celles et ceux qui pensent et veulent ainsi, c'est que, EUX, sont, purs, de tout problème, de tout méfait envers l'ensemble des autres citoyens, mais en plus que d'être purs, ils sont aussi BONS, par le simple fait d'être français et les Français qu'ils sont. Or, de ces narcissiques et prétendus « innocents », nous n'entendons que des mots de haine et des promesses de violences : autrement dit, « pureté » et innocence, si tant est qu'elles existent, ne dureraient pas longtemps, puisque, à peine auraient-ils obtenu les pleins pouvoirs politiques, qu'ils deviendraient des factuels malfaisants. MAIS avec le racisme, ils le sont déjà, puisqu'ils stérilisent, neutralisent, la vie publique, politique, sur un NEANT, en voulant, par exemple, faire baisser la démographie en France, là où il faut nécessairement la renforcer, si tant est que nous voulions que ce pays ait un grand avenir, et ce selon le principe que tout pays puissant, important, l'est, parce qu'il est animé par un très grand nombre de femmes et d'hommes. Or, l'extrême-droite veut une « fortereSse »-France, pour vivre seulement « entre » Français, selon un principe de consanguinité qui, partout, a été fatal. Hélas, ces principes élémentaires de l'anthropologie, l'extrême-droite les conteste. Vivre et penser CONTRE l'Histoire, les principes, les faits, n'atteste pas de la moindre intelligence, ni d'un grand avenir. Mais c'est le présent qui nous intéresse, et c'est au présent que des citoyens sont appelés à faire du mal. Il faut donc déployer clairement tout, toutes les connaissances, toutes les informations, tous les arguments, pour contrer cette volonté morbide qui est à la racine de cette passion triste, ET UN de ces arguments est celui de la responsabilité/culpabilité : ce n'est pas parce que l'isoloir vous garantit l'anonymat de votre vote qu'il pourra effacer votre faute, de voter, d'avoir voté pour l'extrême-droite.

Votre conscience, ELLE, elle saura, et, d'une manière ou d'une autre, nous autres, nous pourrions savoir. Les citoyens qui veulent permettre de donner les pleins pouvoirs à l'extrême-droite doivent le savoir : cette faute ne leur sera pas pardonnée. Parce que si nous devions passer de l'hypothèse à la réalité, trop de souffrances injustifiées en sortiraient. COMME avec la Libération, il faudrait alors payer. C'est qu'il y a une différence ontologique entre un Front Populaire, des propositions raisonnables, et ce que le RN FN veut faire : avec la gauche, nul ne sera personnellement lésé, molesté, alors que le RN FN promet, garantit, de mener, soutenir, cautionner, justifier, des violences contre tel ou tel, contre tant, au motif d'une couleur de peau, d'une foi religieuse, d'un engagement politique. Il est hors de question de laisser dire et de laisser faire.

<https://racisme-social.site/apres-le-9-juin-apres-lannonce-delections-legislatives-en-france-quelle-situation-generale-queelles-perspectives-fraternite-egalite-liberte-les-principes-continuent-de-valoir-continuent-d>